



Correction BEPC 2016
Des images des copies d'examen balancées sur les réseaux sociaux par des correcteurs irresponsables P 2

Centre Togolais des Expositions et Foires
Deux nouvelles manifestations commerciales voient le jour P 6



LIBERAL

Hebdomadaire Togolais d'Information, d'Analyse et d'Opinion

N° 0256 du Jeudi 16 juin 2016 - 250 F CFA / Etranger 1€

Editorial

L'APG impérissable!

Le décès du père de la nation en février 2005 fait basculer le pays dans des violences politiques avec à la clé de nombreux morts. L'élection présidentielle anticipée organisée conformément à la constitution était bien loin de recoudre le tissu social déchiré. Les plus importants partis politiques d'alors et deux organisations de la société civile se réunissent du 21 avril au 6 juillet pour un dialogue national. Les résultats de ces échanges entre fils d'une même nation pour une fois débouchent sur du concret. Le facilitateur de ce dialogue, l'ex président du Burkina Faso Blaise Compaoré, invite les différentes parties à la signature d'un accord. Le 20 août 2006 Faure Gnassingbé qui venait de boucler un an à la tête du pays, réussit le coup politique que ni la conférence nationale souveraine ou encore les nombreux dialogues n'ont jamais REUSSI. Le document signé par tous les acteurs politiques prévoit plusieurs recommandations pour une sortie définitive des sempiternelles crises qu'à connues le Togo depuis le début du processus de démocratisation. Les retombées de l'Accord Politique Global sont immenses. Sur le plan politique il permet une certaine accalmie avec l'organisation des législatives beaucoup plus transparentes en 2007 et une élection présidentielle crédible en 2010. Sur le plan économique, l'AGP contribue à créer un climat favorable au retour des investisseurs. L'Union Européenne dont la coopération avec le Togo a été suspendue depuis 1993 revient. Mais 10 ans après sa signature, l'APG est toujours d'actualité dans la mesure où toutes les recommandations contenu de ce précieux document ne sont pas appliquées. Ce que la classe politique considère comme reliquat de l'APG tient à cœur aux uns et autres. L'APG demeure et reste le bréviaire des hommes politiques. L'APG reste toujours d'actualité et demeure impérissable. ■

La Rédaction

Faure Gnassingbé en parfaite symbiose avec la diaspora togolaise en Allemagne



© Photo Louis Vincent

Retour sur les retombées d'une visite en terre allemande

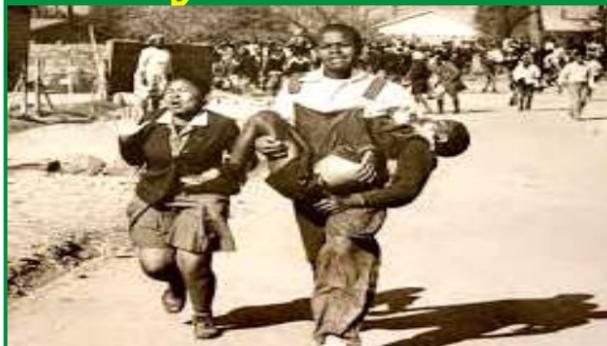
 P 3

Faure Gnassingbé sur la Deutsche Welle

 P 3 & 6

« ...nous, nous n'avons pas la limitation de mandat, mais nous avons une réforme politique qui est programmée et prévue... »

Le massacre de SOWETO Il y a 40 ans

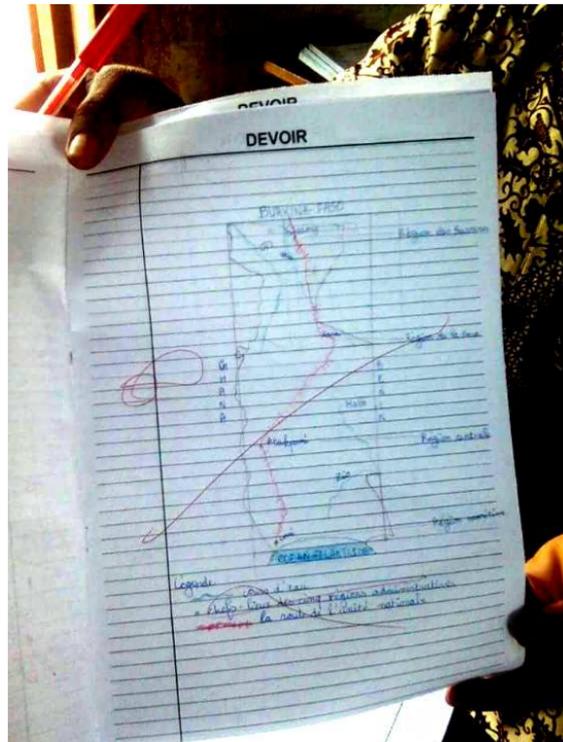
 P 7

Correction BEPC 2016 Des images des copies d'examen balancées sur les réseaux sociaux par des correcteurs irresponsables

Décidément les nouveaux moyens de communication communément appelés les réseaux sociaux envahissent tous les secteurs même ceux sensés être sensibles et hyper confidentiels. Il nous a été donné de constater que des copies d'examen en image circulaient les réseaux sociaux et partager comme de petits pains dans les groupes Whatsapp et consort. De quoi s'agit-il ?

Confinés dans des centres d'examen pour la correction du BEPC, certains enseignants correcteurs ont trouvé le plaisir de publier sur les réseaux sociaux le contenu très souvent insolite de certaines copies des candidats. Il s'agit des schémas mal faits, le contour des cartes mal dessinées ou encore des extraits de textes qui portent atteinte à la langue de Molière. L'objectif de ce jeu qui consiste à tourner en dérision les candidats mais aussi d'attirer l'attention du public sur le niveau parfois très bas de certains élèves n'est pas très responsable de la part des enseignants correcteurs. Bref c'est l'intimité des candidats qui est étalé sur la place publique avant même la proclamation des résultats.

Il important tout de même de faire observer que la correction d'un examen national n'est pas une partie ludique. La direction des examens et concours doit prendre des dispositions afin que cette pratique puérile n'est plus cours durant les corrections. On ne pourra pas demander aux enseignants de se séparer de leur téléphone portable pendant la correction mais il faudra à



l'avenir une dose de sensibilisation afin que la stricte confidentialité et sécurité qui entourent la correction des copies d'examen soient de mise. ■

La Rédaction

HAAC Le nouveau bureau dans les prochaines heures

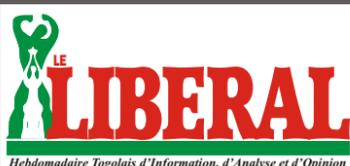


Après leur passage devant la cour suprême il y a une semaine, les nouveaux membres de la Haute Autorité de l'Audiovisuelle et de la Communication pourraient mettre en place le bureau définitif ce vendredi, de sources proches de l'institution. Dirigée provisoirement par un bureau d'âge mis sur pied après la cérémonie de prestation de serment, le nouveau bureau comprendra, un président, un vice-président et deux rapporteurs.

En attendant cette élection, les supputations vont bon train au sein de la presse et sur les réseaux sociaux autour de la personnalité qui présidera la HAAC. Un nom revient sur toutes les lèvres, celui de

l'ancien ministre de la communication Pitang TCHALLA mais on cite aussi d'autres noms, un certain BABAKA Badjibassa ancien journaliste et ancien ambassadeur du Togo à l'UEMOA. L'autre suspens c'est au niveau de la vice-présidence on pourra y voire BABKA Badjibassa mais le critère géopolitique et politique pourront prendre le dessus avec Benjamin AGBEKA ou encore Octave Olympio qui conserve une avance de part sa tendance politique. S'agissant du poste de premier rapporteur on voit l'unique femme du groupe au nom de l'équité genre ou de la parité comme dans le précédent bureau d'ailleurs. ■

Dick Mensan



Récépissé N°0416/23/12/10/HAAC
du 23 décembre 2010

**Directeur de la
Publication**
Fabrice P. Dariworé

**Comité de
Rédaction**
Schmidt EZA
Dieudonné ESSOHANAM
Charles KEYEWA
P. Fabrice
Démocrate KOUDAMA

Correcteur
S. Didier

Infographie
Raphaël AHIALBLE

Adresse
Route de Mission Tové, non loin du
Petit Séminaire, Agoè
Tél: +228 90 15 87 53
+228 22 41 92 91
13 BP 152 Lomé-TOGO

Imprimerie
La Colombe
Tirage
2000 exemplaires

New York définit de nouvelles prérogatives dans la lutte contre le VIH /SIDA

La rencontre de haut niveau qui s'est déroulée à New York sur la lutte contre le sida a défini de nouvelles prérogatives. En effet selon le communiqué de presse de cette rencontre, les Etats membres des Nations Unies se sont mis d'accord sur les objectifs ambitieux à atteindre d'ici 2020 pour que personne ne soit laissé pour compte. Dans le même contexte, une nouvelle déclaration politique progressiste et réaliste sur la fin du sida a été adoptée ainsi chaque Etat s'engage à mettre fin à l'épidémie du sida comme menace de santé publique d'ici 2030.

Selon le directeur Exécutif de l'ONUSIDA Michel SIDIBE, les décisions prises à cette rencontre notamment l'engagement en faveur de zéro nouvelle infection à VIH, zéro décès lié au sida et zéro discrimination vont servir de tremplin pour la mise au point d'un agenda d'un agenda innovant dans la lutte.

Le rapport de l'ONUSIDA présenté à New York montre que des avancées ont été considérables dans la lutte contre le sida depuis la dernière réunion de l'Assemblée générale des Nations Unies sur le VIH et le



sida en 2011. Ainsi il ressort des sources de l'ONUSIDA qu'en décembre 2015, 17 millions de personnes avaient accès aux médicaments antirétroviraux et les nouvelles infections à VIH chez les enfants ainsi que les décès liés au sida ont connu une baisse considérable. De même, le décès par tuberculose des personnes vivant avec le VIH a diminué.

La rencontre a défini qu'au cours des cinq prochaines années, il s'agira de mettre sur

un pied une stratégie d'accélération de la riposte au VIH. La stratégie de l'ONUSIDA s'inscrit donc comme suit la réduction du nombre de personnes nouvellement infectées de 2,1 millions [1,8 million - 2,4 millions] en 2015 à moins de 500 000 en 2020, la réduction du nombre de personnes décédées de maladies liées au sida de 1,1 million [940 000 - 1,3 million] en 2015 à moins de 500 000 en 2020 et la suppression de la discrimination liée au sida.

New York, les manquements ont également été mis en exergue ; c'est d'ailleurs le cas du nombre de nouvelles infections à VIH chez les adultes resté constant depuis 2010. Il s'agit notamment des jeunes femmes et des filles et des groupes spécifiques de la population comme les professionnel(le)s du sexe, les détenus, les hommes gays et les autres hommes ayant des rapports sexuels avec des hommes, les personnes transgenres et les consommateurs de drogues injectables. ■

Kabey Keyewa

Faure Gnassingbé en parfaite symbiose avec la diaspora togolaise en Allemagne Retour sur les retombées d'une visite en terre allemande

Le séjour en Allemagne du chef de l'Etat togolais a pris fin le 14 juin dernier. Cette visite a été riche en activités. Au-delà des échanges et accords sur des questions de coopération, le chef de l'Etat a échangé avec les togolais résidents en Allemagne. Elle était programmée cette rencontre mais beaucoup n'y croyaient pas vu le calendrier très chargé du chef de l'Etat. Mais au troisième jour de sa visite, Faure Gnassingbé a rencontré la diaspora dans un grand Hôtel de Berlin. Ils étaient nombreux ces togolais vivant en Allemagne mais aussi des pays voisins à rallier la capitale allemande. Dans une ambiance bon enfant nos compatriotes ont félicité le chef de l'Etat pour tous les efforts allant dans le sens du développement du pays. Ils ont par la même occasion exprimé des préoccupations notamment l'amélioration de leur retour au pays et la possibilité d'y investir. Cette rencontre avec la diaspora a pris à contrepied une manifestation d'hostilité annoncée tambour battant sur les réseaux sociaux quelques jours avant. La montagne n'a finalement accouché que d'une souris, la manif pour dénoncer la prétendue dictature au Togo

organisée par quelques sans domicile fixe en Allemagne n'a pas drainé du monde.

Présentée autrefois comme opposant farouche au régime, la diaspora togolaise en Allemagne était composée de beaucoup de réfugiés politiques. La plupart y ont pris le chemin de l'exile dans les années 1990 caractérisées par les troubles sociaux politiques. Depuis bientôt une décennie ils revoient autrement leur pays, fascinés surtout par les projets de développement et le processus de réconciliation en cours. Une première visite en 2009 avait permis au chef de l'Etat de rassurer les uns et les autres. La liesse populaire autour de Faure Gnassingbé lors sa visite qui vient de prendre fin est la preuve que la confiance est retrouvée avec les togolais d'Allemagne qui croient désormais aux autorités togolaises.

Les vrais enjeux de la visite des plus hautes autorités togolaises en terre allemande, se situaient à plusieurs niveaux. D'abord elle marquait un point d'orgue de l'intensification des relations diplomatiques entre l'Allemagne et le Togo. Cela s'est traduit par la signature d'un accord de coopération entre les deux pays.

Pour le compte des deux prochaines années, l'Allemagne s'engage pour 54 millions d'euros soit 27 millions pour les projets/programmes de la coopération financière et 27 millions pour les projets et programmes de la coopération technique. Il s'agira aussi de 10 millions pour le secteur de l'énergie dont 8 millions pour la coopération financière et 2 pour la coopération technique.

Pour les secteurs devant bénéficier de cet engagement financier en hausse de 30% par rapport à l'an dernier, l'accord définit des pôles de priorité. Il s'agit de la formation professionnelle et de l'emploi des jeunes, de l'appui à la décentralisation et à la bonne gouvernance, le développement rural y compris l'agriculture. Le secteur de la santé n'est pas du reste, on parle d'un nouvel engagement de 6 millions d'euros en coopération technique. S'agissant de l'énergie, il est question d'une coopération financière évaluée à 2 millions d'euros et d'une coopération technique de 4 millions d'euros.

La coopération entre le Togo et la République Fédérale d'Allemagne s'étend bien à d'autres domaines :



© Photo Louis Vincent

Initiative pour la restauration des paysages forestiers africains, Economie cacaoyère et agro-alimentaire durable de petites exploitations.

Dans le cadre du Sport et Développement en Afrique, un programme composé de trois volets : mesures d'infrastructures et d'équipements pour des activités sportives, utilisation judicieuse des terrains de sport et leur animation dans le cadre des activités de « sport et développement », mesures de formation et renforcement des capacités des compétences locales pour promouvoir les activités dans le domaine du «

sport et développement » de manière durable. Dans le cadre de ce projet régional, le Gouvernement fédéral allemand réalise, entre autres, des mesures au Togo par la GIZ. Ces activités de coopération seront concentrées sur les communes de Sokodé, de Kpalimé, de Tsévié et de Kara.

Le Togo et l'Allemagne sont liés par l'histoire et entretiennent des relations de coopération dans divers domaines. On évalue à 554 millions d'euros le volume total de la coopération bilatérale technique depuis 1959.■

P. Fabrice

Faure Gnassingbé sur la Deutsche Welle

« ...nous, nous n'avons pas la limitation de mandat, mais nous avons une réforme politique qui est programmée et prévue... »

En marge de sa visite en Allemagne, le Chef de l'Etat Faure Gnassingbé a accordé une interview à nos confrères de la Deutsche Welle. Un entretien dans lequel le chef de l'Etat s'est prononcé sur la question des réformes au Togo et l'actualité politique sur le continent. Nous proposons la transcription de cet entretien.

Monsieur le Président bonjour, vous avez un contact étroit avec l'Allemagne ces dernières années depuis la reprise de la coopération germano-togolaise, quels sont les objectifs de cette amitié ?

Je pense que nous avons des relations avec l'Allemagne, s'il y a des raisons à cela, ce sont des raisons historiques et puis il y a le revers de la médaille c'est-à-dire que quand le pays a traversé une période difficile, quand nous avons eu la crise sociopolitique, la sanction a été durement ressentie par certains togolais mais en tout cas, dans l'esprit des Allemands, c'est quoi qu'il arrive de rester aux côtés des Togolais.

Vous parlez vous-même de période difficile tout à l'heure et de reprise de la coopération germano-togolaise, est-ce que vous pensez que cette coopération a



pu reprendre parce que vous avez fait une rupture avec la politique de votre père ?

(Rire) Je dirai plutôt que cette coopération a pu reprendre parce qu'il y a eu un sursaut du peuple togolais. Il y a eu un processus de

réconciliation qui a été lancé, il y a eu des réformes politiques qui se sont traduites par des élections organisées et dans des conditions qui étaient acceptables, et des résultats n'étaient pas contestés par la communauté internationale. Ce qui nous donne donc, une légitimité et je crois que c'est un peu ce que les Allemands cherchaient.

Du temps de ce qui a marqué les dernières années de la présidence du président Eyadéma, il y avait une forte défiance dans la classe politique et quelque part, la coopération était un peu instrumentalisée, d'un côté comme de l'autre.

Quel est votre regard sur les autres présidents africains ? Une grande tendance à changer de constitution pour faire un mandat de plus... Quel est votre regard sur cette nouvelle tendance ?

C'est un peu difficile parce que mes adversaires diront que lui-même, il n'a qu'à parler du Togo d'abord puisque nous, nous n'avons pas la limitation de mandat, mais nous avons une réforme politique qui est programmée et prévue au cours de laquelle nous allons débattre de cette question là. C'est pour cela que sur ces problèmes de

« PEPITE D'OR » le Challenge Inter-Ecoles de Talent Entrepreneurial officiellement lancé

L'Agence de Communication MaxKom a, dans le cadre de la 5ème édition de la foire Adjafi, la foire des jeunes entrepreneurs lancé le 11 juin dernier un challenge inter-écoles de talent entrepreneurial dénommé "PEPITE D'OR". Il a regroupé environ 200 étudiants venant de 20 écoles d'enseignement supérieur et universités du Togo. Ce programme innovateur a pour but de révéler les talents et développer le goût d'entreprendre au sein de la jeunesse estudiantine. Cette cérémonie de lancement a connu la présence d'un représentant du ministère de l'Agriculture, de l'élevage et de l'hydraulique, du Directeur de la jeunesse et de l'emploi des jeunes ainsi que de la chargée de l'accompagnement des jeunes du FAEJ.

L'Agence de Communication MaxKom, initiateur et promoteur de la foire Adjafi veut pour cette 5ème édition faire peau neuve. Et comme son nom l'indique, la foire Adjafi ou la foire des jeunes entrepreneurs veut, pour l'édition de cette année étendre ses opportunités à la couche estudiantine. Il est une chose notoire que l'Etat togolais conformément aux recommandations du 8ème Sommet des chefs d'Etats et de

Gouvernements des pays membres de la Francophonie à Moncton, attribue chaque année une part importante de son budget à la jeunesse à travers des projets et programmes tels que l'ANVT, le PRADEB, FNFI pour ne citer que ceux-là. C'est fort de cette conviction que tous ces programmes et projets ne peuvent atteindre les résultats escomptés que si les principaux intéressés que sont les jeunes sont sensibilisés que MaxKom et ses partenaires ont lancé dans le cadre de cette 5ème édition de la foire Adjafi le concours "PEPITE D'OR", un programme d'incitation à la créativité et à l'innovation à l'endroit des étudiants des écoles et facultés de l'enseignement supérieur.

Les objectifs visés par ce programme sont entre autres de susciter la créativité, exiger l'innovation et développer le savoir-faire des jeunes étudiants, d'encourager les associations de compétences et promouvoir la solidarité au sein des étudiants, encourager l'intégration et la diffusion de l'esprit entrepreneurial dans les programmes de formation et pour finir réduire les risques de finir une formation supérieure sans projet d'entreprise, ni compétence opérationnelle.



Dans le cadre de cette formation, les participants ont suivi une communication pour mieux cerner le concept de « Pépite d'or ». Ils ont ensuite pris connaissance qui régit la compétition puis une dernière communication sur le « Business model ».

A cette occasion, le secrétaire général du ministère de l'Agriculture et de l'Elevage et de l'Hydraulique a exhorté les jeunes participants à s'intéresser au secteur agricole car selon lui ce secteur est pourvoyeur d'opportunité d'emploi. Mme Adokou Amivi, chargée de l'accompagnement des jeunes au FAEJ a encouragé les jeunes étudiants à faire siens les conseils qui leur seront donnés lors de cette formation car selon ses propres

termes « un jeune entrepreneur responsable, c'est ça l'avenir pour notre pays ».

Notons qu'à l'issue de la compétition, le premier repartira avec une enveloppe de 2 millions, le deuxième 1 million et le 3ème 500 mille FCFA. En outre cette 5ème édition de la foire Adjafi se tiendra comme à l'accoutumée sur le terrain du lycée d'Agoé du 26 août au 12 septembre où les équipes auront des stands pour exposer les projets ou produits. Par ailleurs, c'est seulement les 10 premiers qui seront autorisés à prendre part au grand oral de présentation à la finale. ■

Alain Tchédre.

Fusillade meurtrière en Floride Faure Gnassingbé a exprimé sa compassion au peuple Américain

Au lendemain de la tuerie de masse survenue tard dans la nuit du samedi à dimanche à Orlando dans l'Etat de Floride aux USA, le Chef de l'Etat Faure Essozimna Gnassingbé a adressé un message de condoléances à son homologue américain Barack Obama afin de lui témoigner au nom du peuple togolais, de son gouvernement et son personnel sa compassion suite à la fusillade meurtrière dont est victime son pays. Dans ce message, le chef de l'Etat a fermement condamné cet acte barbare qui a endeuillé toute l'Amérique et a réaffirmé son soutien aux efforts de lutte contre tous les actes extrémistes qui s'opposent aux valeurs de paix et de liberté. « C'est avec beaucoup de tristesse et d'émotion que j'ai appris la nouvelle de la fusillade meurtrière perpétrée dans une discothèque de la ville d'Orlando, provoquant la mort de plusieurs dizaines de personnes et de nombreux blessés. En cette circonstance particulièrement tragique, je voudrais, au nom du peuple togolais, de son gouvernement et mon personnel, vous adresser mes sincères condoléances. Je vous prie également de bien vouloir exprimer mes sentiments les plus compatissants aux familles des victimes ainsi que mes vœux de prompt rétablissement aux blessés. Le Togo condamne fermement cet acte inqualifiable qui endeuille toute l'Amérique et réaffirme son soutien aux efforts de lutte contre tous les actes extrémistes qui s'opposent aux valeurs de paix et de liberté. Je vous prie, Monsieur le président, de croire en l'assurance de ma très

haute considération » tel est le contenu de ce message.

En effet, dans la nuit du samedi à dimanche dernier a eu lieu dans une boîte de nuit gay de la ville d'Orlando dans l'Etat de Floride aux USA, une fusillade des plus meurtrières qu'ait jamais connu le pays de l'Oncle Sam. Le bilan est lourd, il fait état de plus de 50 morts et de 53 blessés. L'auteur de cette tragédie meurtrière a été identifié par les autorités de la localité comme Omar Mateen, résidant de Port St. Lucie en Floride, a été trouvé mort dans la discothèque après un échange de tirs avec la police. Il a fallu 3 heures d'intense combat avant de venir à bout du criminel. Selon John Mina, chef de la police « il était apparemment très organisé et bien préparé » confia-t-il lors d'une conférence de presse un peu plus tôt dans la journée du lundi. Selon lui, le suspect était en possession d'une arme de type fusil d'assaut ainsi que d'un pistolet. Ce qui relance une fois encore le sempiternel problème de l'achat et la vente légale d'arme aux USA. A ce sujet le président Obama après avoir décrit cette tuerie comme un « acte de terrorisme » et « un acte de haine » qui selon ses propres expressions constitue la « fusillade la plus meurtrière de l'histoire des Etats Unies » a rappelé qu'au pays la triste réalité selon laquelle il reste « très facile pour quelqu'un de se procurer une arme » susceptible de servir à une tuerie de masse est d'actualité. ■

La rédaction

ANGE outille le secteur privé sur les bonnes pratiques environnementales



L'Agence Nationale de Gestion de l'Environnement (ANGE) a organisé une réunion de discussion de groupe avec le secteur privé ce mardi 14 juin. L'objectif de cette rencontre est d'outiller ces derniers sur les bonnes pratiques environnementales.

Cette réunion s'inscrit dans le cadre de la semaine de la quinzaine de l'environnement et du développement durable du Togo selon le Directeur de l'ANGE M. Adadjji Koffi Efanam « Aujourd'hui nous sommes à une étape très importante des activités de la quinzaine de l'environnement du développement durable. Il est question aujourd'hui de convoquer les échanges entre tous les acteurs : entre les entreprises, les ONG et les administrations donc c'est une question qui préoccupe les autorités pour avoir une synergie entre les actions du secteur privé et du public ».

Cette initiative a connu le soutien du PNUD ainsi que le ministère de

l'environnement et des ressources forestières. Plusieurs personnalités représentants le secteur privé ont pris part à cette réunion. Après le mot introductif du DG de l'ANGE, s'en est suivie une série de communications comme : l'exposé sur la promotion des emplois verts de M. Agrignan gestionnaire-économiste ou encore l'exposé sur l'étude d'impact sur l'environnement et sur l'audit environnemental de M. Sebabe Agoro.

Une autre communication qui a suscité plus d'attention a été celle qui a trait au partenariat, synergie des actions des secteurs public et privé et à en croire M. Adadjji lorsqu'il n'y a pas de synergie on ne peut pas faire la synthèse des activités qui ont trait à l'environnement ; c'est donc à juste titre que les ONG ont choisi de faire face aux entreprises pour discuter de leur partenariat. ■

Keyewa

Le Togo choisi pour abriter le prochain Forum Africain d'Investissement Hôtelier

Le Togo aura l'honneur d'accueillir le prochain Forum Africain d'Investissement Hôtelier (AHIF). Il est prévu pour les 21 et 22 juin prochain à l'hôtel Radisson Blu, 2 Février. Ce forum sera l'occasion parfaite pour discuter des derniers développements, tendances et opportunités dans ce marché émergent qu'est l'hôtellerie. Il apportera également l'opportunité de rencontrer des organisations locales et de forger des partenariats. Pour l'occasion, des officiels de haut niveau de toute l'Afrique comprenant le premier ministre

du Togo, M. Komi klassou, des experts du tourisme, des investisseurs de l'hôtellerie internationale et des dirigeants d'entreprise de premier rang sont attendus à cette grande rencontre d'opportunité d'affaires et d'investissement.

Il sera question lors de cette rencontre de se pencher en détail sur la question ouest-africaine et offrir aux délégués l'opportunité de discuter des défis liés aux investissements et aux développements des infrastructures. Il s'agira en outre de trouver comment développer le tourisme et

élargir le spectre des visiteurs principalement constitué d'hommes d'affaires. Par ailleurs, les dirigeants de l'industrie auront à réfléchir sur les problématiques liées au développement du tourisme et les ministres auront à étayer les liens directs avec les dernières réflexions gouvernementales. Il aura également de nombreuses occasions de réseautage et de discussions bilatérales.

Pour atteindre les résultats escomptés, il aura des tables rondes qui aborderont une grande variété de sujets et de thématiques liés à l'industrie

hôtelière et l'investissement, notamment « opportunités et défis en Afrique de l'ouest », « renouvellement et renouveau », « comprendre les exigences des banques et développement » et autres.

Pour l'occasion, Matthew Weihs, Directeur Général de Bench Events et organisateur du Forum a loué l'engagement du Togo dans l'amélioration de grande portée des infrastructures, destinées à relancer la croissance économique et à transformer le pays en carrefour stratégique des transports dans l'Afrique de l'ouest. « Nous

sommes très heureux d'accueillir, un nouvel AHIF au Togo dans une période décisive où le pays embrasse de nombreux projets importants qui renforceront son standing en tant que destination phare d'investissement » a déclaré Matthew Weihs.

Par ailleurs, ce forum réunira plus de 500 délégués dont des investisseurs, des propriétaires hôteliers, des financiers, des dirigeants d'entreprise et leurs conseillers venant de plus 50 pays. ■

Alain Tchédre

Le monde entier a célébré la journée mondiale du donneur de sang ce 14 juin

Donner son sang, c'est sauver une vie. Fort de ce concept, le monde entier en a fait une journée internationale. En effet chaque 14 juin est célébré la journée mondiale du donneur de sang. Ce 14 juin, le thème retenu est « le sang, un lien universel ». Par ce thème, l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS) veut montrer que la transfusion sanguine aide à sauver des vies.

En célébrant cette journée, l'OMS veut amener les populations à faire des dons volontaires pour sauver ou dans le pire des cas prolonger la vie des patients. Même s'il revêt que les Pays Bas sont le pays hôte des manifestations de cette année, certains pays africains en particulier le Togo n'ont jamais dérogé à la règle ; Mais il est important de souligner que cela reste de loin suffisant. Peu sont ceux qui sortent pour ce geste, parfois des tabous religieux expliquent certaines réticences.

Selon un dernier rapport de l'OMS, à peine 62 pays disposent d'approvisionnements en sang reposant presque totalement sur des dons de sang volontaires non rémunérés, 40 pays étant encore tributaires de donneurs familiaux voire de donneurs rémunérés. L'objectif de l'OMS est que tous les pays parviennent à s'approvisionner exclusivement auprès de donneurs de sang volontaires non rémunérés d'ici 2020.

Pour se faire, la campagne de cette année vise à : remercier les donneurs de sang pour leurs dons qui sauvent des vies et mettre en avant le thème du sang en tant que lien universel ; sensibiliser davantage le grand public à la nécessité des dons de sang réguliers, volontaires et non rémunérés, et encourager ceux qui n'ont jamais donné leur sang, en particulier les jeunes en bonne santé, à



commencer à le faire ; souligner la nécessité de partager la vie en donnant son sang et promouvoir cette démarche ; attirer l'attention sur le rôle des services de transfusion sanguine au sein de la communauté, et sur l'importance de la participation de la population pour assurer un approvisionnement suffisant, sûr et durable ; persuader les ministères de la santé de témoigner leur reconnaissance aux donneurs réguliers, volontaires et non rémunérés, et de s'engager en faveur de l'autosuffisance en sang et produits sanguins sécurisés en s'appuyant totalement sur les dons volontaires non rémunérés. ■

Kabey

Examen de fin d'année Le CEPD prend fin ce jeudi



C'est depuis mardi que le Certificat d'Etude du Premier Degré (CEPD) a démarré sur toute l'étendue du territoire togolais. Cette année ils sont 199 751 candidats à prendre part à l'examen dans 1034 centres d'écrit.

Le CEPD, premier diplôme du cursus scolaire vient ainsi emboîter le pas du BEPC et CEPD. Cette année il n'y a pas que les élèves du CM2 qui se donnent à l'exercice/ En effet dans plusieurs centres d'écrit on note plusieurs candidats libres venus composer pour obtenir au moins du premier diplôme Togolais.

Dans certains centres d'écrit visités par le ministre des enseignements primaires et secondaires, les premiers responsables affirment que les conditions sont réunies pour que cet examen se déroule bien.

Au nord, la région des Savanes enregistre cette année 29594 candidats dont 13761 filles pour 131 centres d'écrit. Dans la Kara 132 centres ont ouvert leurs portes pour accueillir les 21254 candidats. Pour les autorités du système éducatif de la région de la Kara, cet effectif est en baisse par rapport à l'année dernière ; et cette baisse est enregistrée du côté des filles soit une régression de 3,53. Le nombre total des candidats en 2015 était de 22005. ■

Charles

Centre Togolais des Expositions et Foires Deux nouvelles manifestations commerciales voient le jour

Une campagne de promotion de trois (3) manifestations commerciales a été lancée le jeudi dernier au Centre Togolais des Expositions et Foires (CETEF) de Lomé. Prévus pour se tenir au cours du dernier semestre de cette année, la foire « Made in Togo », le salon international des cosmétiques et de la beauté (SICOB) et la 13ème foire internationale de Lomé ont été lancés par le ministre de l'agriculture, de l'élevage et de l'hydraulique, représentant sa collègue du commerce, de la promotion du secteur privé et du tourisme.

L'organisation de ces manifestations commerciales et promotionnelles revêt une touche particulière cette année. Cette touche est mise en lumière par la tenue des deux nouveaux bijoux du CETEF, en l'occurrence la foire « Made in Togo » et le SICOB.

La foire « Made in Togo » est organisée afin de palier à la criarde méconnaissance des produits togolais, leur manque de visibilité sur le marché intérieur alors que l'on découvre certains sous d'autres cieus avec le label « Made in Togo ». Il devient donc nécessaire pour le CETEF de faire connaître ces produits «



aux togolais en général et à ceux de la diaspora en particulier, soit pour les besoins d'affaires, soit pour la simple curiosité et le désir de faire du CETEF un pôle d'attraction et de divertissement pendant les vacances», a déclaré le directeur général du CETEF, Johnson Kueku Banka.

La foire « Made in Togo » se déroulera au pavillon Mono du CETEF du 22 juillet au 02 août prochain.

Pour sa part, le salon international des cosmétiques et de la beauté de Lomé se veut un événement porteur

d'avantages au plan sanitaire aux populations et des intérêts économiques du fait de la probable utilisation des matières premières locales pour leur fabrication. Elle aura lieu 15 au 19 septembre de cette année.

Pour le DG du CETEF, « le projet d'organiser toutes ces manifestations commerciales a de tout temps existé. Mais du fait de leur impertinence, des difficultés de mobilisation de ressources pour leur organisation ou de leurs faibles opportunités, elles n'ont jamais vu le jour. Leur lancement est donc d'une capitale importance pour notre institution. »

Pour finir, la 13ème foire internationale de Lomé aura lieu du 18 novembre au 05 décembre prochain. Carrefour d'opportunités et d'affaires, la FIL a su au cours des dernières années s'imposer comme une référence en matière de manifestations commerciales. Expositions et ventes de produits, rencontres d'affaires et B to B, journées spéciales dédiées à des thématiques de l'heure, le CETEF concocte chaque année autour de cet événement une gamme d'activités inédites.

Cette année, le pays invité d'honneur est l'Egypte. Très

honoré que le choix du Togo soit porté sur son pays, l'ambassadeur de ce pays a assuré tout faire pour baliser le chemin afin que ce désir partagé soit traduit dans la réalité.

« Nous espérons faire de cette foire un formidable rendez-vous du donner et du recevoir pour booster le volume d'échanges commerciaux entre l'Egypte et le Togo dans un proche avenir. Nous connaissons tous la FIL qui, au fil des années a su s'imposer dans la sous région et en Afrique en multipliant à la fois le nombre d'exposants, le nombre des pays qui y participent, mais aussi le nombre de visiteurs. Aujourd'hui, il est question de la foire « Made in Togo » et du SICOB ; ces deux événements offriront sans doute une nouvelle visibilité pour le Togo dans l'arène internationale, tout en valorisant les produits made in Togo pour une grande compétitivité. » a souligné l'ambassadeur de l'Egypte au Togo.

Les populations ainsi que les opérateurs économiques sont donc vivement conviés à embrasser les événements ainsi lancés et qui nul doute susciteront la ferveur durant les six (6) prochains mois. ■

Démocrate

Faure Gnassingbé sur la Deutsche Welle (Suite)

« ...nous, nous n'avons pas la limitation de mandat, mais nous avons une réforme politique qui est programmée et prévue... »

limitation de mandat, je m'interroge plutôt. L'interrogation qui est la mienne aujourd'hui, c'est de savoir si on peut appliquer la même règle à tous les pays ? Donc le débat est lancé. La deuxième chose est de dire que : est-ce que c'est parce qu'il y a limitation de mandat que le peuple doit rester muet ? Je crois que les intentions sont louables quand on veut créer un débat pour changer la constitution parce qu'en réalité, c'est des enjeux de pouvoir. Mon souhait est que ces débats soient menés par nos intellectuels, les universitaires et qu'ils puissent nous donner des pistes de réflexion. Si on uniformise toutes les constitutions en disant que tout doit être limité à deux (2) mandats, il y aura des problèmes ici ou là parce nous n'avons pas les mêmes réalités, nous n'avons pas les

mêmes histoires. Je pense aussi que si on supprime cette limitation, nous venons de quelque part, nous venons d'une situation où on trouvait les règnes un peu trop longs, ou bien les présidences un peu trop longues et nous avons trouvé ce moyen de correction là qui a fait ses preuves dans certains cas mais qui n'a pas permis d'éviter des crises dans d'autres. Donc, c'est une question qui est difficile et moi, c'est en toute humilité que je voudrais que le débat soit ouvert sans tabou et sans arrière pensée. Ce qui est dangereux, c'est d'instrumentaliser cette question d'une manière ou d'une autre. Mais le débat ne peut pas être fait par nous les politiques parce que quelque part, nous sommes en même temps des acteurs. L'Afrique aujourd'hui regorge des intellectuels et

d'universitaires, une société civile assez dynamique qui peuvent mener ce débat là.

Si elle n'est pas réprimée...

C'est vrai. Mais vous conviendrait avec moi que la promotion des libertés et de l'Etat de droit sont une réalité sur une majeure partie du continent. Partout, c'est vrai, nous-mêmes, on nous fait parfois ce procès. Mais je crois que cela a beaucoup progressé, la liberté de presse, la liberté de manifester, tout cela est une réalité.

Au Togo, les réseaux sociaux jouent un grand rôle, la diaspora aussi. Mais justement, dans certains pays d'Afrique, on ferme les réseaux sociaux, on les coupe pendant les périodes électorales..., qu'en pensez-vous ?

Nos Etats sont quand même fragiles, il faut

reconnaître cela, et les périodes électorales sont des périodes d'incertitudes dans nos pays. Alors il faut toujours pouvoir raison garder. Nous, nous avons une stratégie, c'est de tout faire pour dialoguer et parvenir à un minimum de consensus. On n'arrive pas toujours, cela fait qu'on soit en retard, mais on essaie plutôt cette voie là parce que nous avons notre histoire. Mais je ne pense pas que fermer les réseaux soit efficace parce que nous sommes quand même une société de tradition orale. Donc, vous avez beau fermé les réseaux sociaux, des rumeurs peuvent circuler et aller très vite... ■

Transcrite par la Rédaction du Libéral

Source: Deutsche welle

Le massacre de SOWETO Il y a 40 ans

Les émeutes de Soweto regroupent une série de manifestations qui ont commencé le matin du 16 juin 1976 et étaient menées par des élèves noirs de l'enseignement public secondaire en Afrique du Sud soutenus par le mouvement de la Conscience noire. Le but de ces manifestations était de protester dans les rues de Soweto à l'introduction de l'afrikaans comme langue d'enseignement à égalité avec l'anglais dans les écoles locales. Pour disperser la foule, la police tire à balles réelles, causant au moins 23 morts. On estime que 20 000 élèves ont participé à ces manifestations et qu'entre 176 et 700 personnes ont été tuées au total lors de la répression menée par les forces de police. Le 16 juin est devenu en 1994 un jour férié en tant que fête de la jeunesse.

L'origine des manifestations qui allaient tourner à l'émeute est un décret de 1974, signé par M.C. Botha, ministre de l'administration, du développement et de l'éducation bantoue, stipulant que l'afrikaans serait la langue de l'enseignement à égalité avec l'anglais dans toutes les écoles noires. Le directeur régional de l'éducation bantoue pour le nord Transvaal, J.G. Erasmus, informa alors les directeurs des écoles que, dès le 1er janvier 1975, l'afrikaans serait alors la langue d'enseignement pour les mathématiques, l'arithmétique et les études sociales de niveau cinq (7e année). L'anglais serait la langue d'enseignement pour les sciences en général et les sujets pratiques (arts ménagers, couture, menuiserie, ferronnerie, art, sciences agricoles). Les langues autochtones ne seraient utilisées dès lors que pour l'enseignement religieux, la musique et la culture physique.

L'association de l'afrikaans à l'apartheid avait incité les noirs d'Afrique du Sud à préférer l'anglais, y compris dans les bantoustans où l'anglais avait le statut de langue officielle au côté des langues autochtones. En outre, l'anglais était préféré car elle était une langue internationale utilisée également dans le commerce et l'industrie. Le décret de 1974 était destiné à renverser le déclin de l'apprentissage et de l'utilisation de l'afrikaans dans la jeune population noire et de se conformer à l'obligation constitutionnelle faite également

aux écoles blanches de prodiguer un enseignement dans les langues anglaises et afrikaans. Dans les faits, les écoliers et étudiants blancs sont globalement enseignés dans leur langue maternelle du fait de l'homogénéité linguistique des habitants des quartiers où ils habitent et des écoles qu'ils fréquentent.

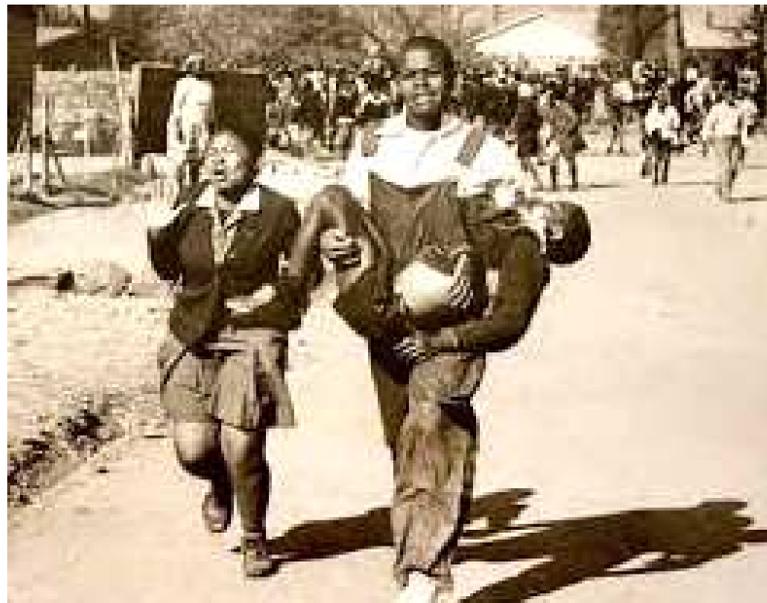
Pour justifier le décret, Punt Janson, le vice-ministre de l'éducation bantoue déclarait que « Un homme noir peut avoir à travailler dans une ferme ou dans une usine. Il peut avoir à travailler pour un employeur anglophone ou de langue afrikaans et il doit pouvoir comprendre ses instructions. Pourquoi devrions-nous commencer maintenant à se quereller à propos de la langue d'enseignement pour les personnes de race noire ? ... Non, je ne les ai pas consultés et je ne vais pas les consulter. J'ai consulté la Constitution de la République d'Afrique du Sud ».

Le nouveau décret est mal accepté par les populations concernées et par l'Association des enseignants africains qui considèrent que l'afrikaans est « la langue de l'opresseur ».

Le 30 avril 1976, les enfants de l'école junior d'Orlando-Ouest, un quartier de Soweto, se mettent en grève, refusant d'aller à l'école. Leur mouvement s'étend alors durant le mois de mai à d'autres écoles de Soweto pour demander le même traitement que les écoliers blancs. Le 13 juin, un comité d'action est constitué qui décide d'organiser un grand rassemblement pour le 16 juin.

La journée du 16 juin 1976

Le mercredi 16 juin 1976, avec le soutien du mouvement de la Conscience noire, entre 10 000 et 20 000 écoliers et étudiants noirs se rassemblent dans la matinée pour protester contre l'obligation qui leur est faite de suivre l'enseignement en afrikaans. Ils se réunissent autour de banderoles et ont pour but de protester et d'exprimer leurs opinions pacifiquement ainsi que d'éviter tout affrontement avec la police. Beaucoup de ceux qui vont manifester ne savaient même pas d'ailleurs qu'ils allaient le faire quand ils sont arrivés à l'école le matin. Le défilé, planifié par le comité d'action de Soweto, doit les emmener de leurs écoles au Orlando Stadium. Les manifestants sont munis de pancartes conspuant l'afrikaans, le premier ministre John Vorster



et célébrant l'Azanie (le nom que les mouvements africanistes donnent alors à l'Afrique du Sud). Les autorités n'ont dépêché sur place qu'une cinquantaine de policiers à qui le ministre de la Justice, Jimmy Kruger, a ordonné de rétablir l'ordre à tout prix et d'user de tous les moyens pour disperser les manifestants.

Les défilés partis d'une vingtaine d'écoles finissent par converger mais se retrouvent bloqués par une barricade de la police dressée sur leur itinéraire. Le défilé est dévié mais continue son chemin vers le stade, longeant le lycée d'Orlando. Alors que des forces anti-émeutes, sollicitées en renfort par les forces de police sur place, sont en route depuis Johannesburg pour rejoindre Soweto, les événements s'enchaînent rapidement, déclenchés a priori par plusieurs jets de pierre lancés par quelques élèves contre les policiers alors que la majorité des manifestants continuent de défiler pacifiquement. Ordonnant alors sans être entendu la dispersion de la foule, le colonel Kleingeld, l'officier de police chargé du maintien de l'ordre à Orlando, tire un premier coup de feu, provoquant la panique et le chaos alors que les tirs de gaz lacrymogènes s'enchaînent. L'un des premiers manifestants à être abattu est Hector Pieterse (sans doute tué par Kleingeld lui-même), devenant plus tard l'icône du soulèvement. La photo, prise par Sam Nzima, sur laquelle il est porté par un camarade de classe, Mbuyisa Makhubo, fit plus tard le tour du monde. Sur les 23 morts répertoriés ce jour du 16 juin, 21 sont des noirs. Deux membres blancs du conseil d'administration des townships ont été tués, victimes de la foule

en colère. L'un des deux est le Dr Melville Edelstein, qui avait consacré sa vie à l'aide sociale envers les populations noires et qui a été lapidé à mort.

Les cliniques d'urgence sont rapidement inondées d'enfants blessés et ensanglantés. Les médecins refusent cependant de donner à la police les noms des personnes avec des blessures par balles, falsifiant les registres en mentionnant abcès à la place.

Le 17 juin, pour faire face à l'escalade de la violence contre les magasins et les bâtiments publics, des véhicules blindés et 1 500 agents de police lourdement armés de fusils automatiques, de pistolets paralysants et de carabines sont déployés à Soweto tandis que des hélicoptères de surveillance patrouillent dans le ciel. La South African Defence Force est mise en alerte. Durant plusieurs nuits, des véhicules sont incendiés dans les townships de Johannesburg, dont une cinquantaine de bus.

Les émeutes se propagent rapidement dans plusieurs townships du pays (Tembisa, Kagiso) et même certaines villes blanches sont touchées par des manifestations. À Johannesburg, 300 étudiants blancs de l'Université du Witwatersrand défilent dans le centre-ville pour protester contre la répression meurtrière à l'encontre des écoliers de Soweto. De nombreux travailleurs noirs se mettent également en grève. Au Natal, plusieurs bâtiments de l'université du Zoulouland sont incendiés. Si la violence ne cesse à Soweto que le 18 juin, le reste du pays est gagné par les émeutes. En août, 33 personnes sont tués lors d'incidents à Port Elizabeth tandis que 92 personnes sont tuées dans les townships du Cap entre août et

septembre.

La répression du gouvernement est sévère et les chefs des partis noirs comme celui de la Conscience noire, Steve Biko, sont arrêtés. Ce dernier meurt en prison le 12 septembre 1977 (son autopsie révélera que de violents coups ont été portés à sa tête). Parmi les mouvements anti-apartheid, le congrès national africain (ANC) bénéficie d'une recrudescence de nouveaux militants. L'ANC apparaît comme l'organisme le mieux structuré pour canaliser et organiser les étudiants. Son discours multiracial et non africaniste permet également d'atteindre une audience qui dépasse la seule communauté noire d'Afrique du Sud.

Si le bilan est officiellement dans un premier temps de 23 morts et 220 blessés, le bilan total n'est qu'approximatif. On parle de plusieurs centaines de morts, et on avance parfois 575 morts dont 570 noirs.

En juillet 1976, pour calmer les protestations, le gouvernement retire le décret sur l'enseignement en afrikaans. En 1979, une nouvelle loi sur l'éducation fait de l'anglais la langue principale d'enseignement dans les écoles publiques noires à partir de la cinquième année de scolarité.

La répercussion médiatique internationale du soulèvement de Soweto, ainsi que sa répression, est à l'origine de l'adoption, en 1977, par l'ONU, d'un embargo sur les ventes d'armes à destination de l'Afrique du Sud. Les émeutes ont aussi eu des répercussions économiques, affectant le rand sud-africain et amorçant un début de boycott de l'Afrique du Sud, à la fois politique et économique qui culminera au milieu des années 80. À aucun moment, les gouvernements sud-africains de John Vorster puis de Pieter Botha n'arriveront à restaurer la stabilité politique et sociale qu'avait connu le pays durant 10 ans entre 1965 et 1975 ni le niveau de croissance économique des années 50 et 60. L'appel au boycott des écoles par les mouvements anti-apartheid créera également une génération sacrifiée de jeunes non scolarisés, non qualifiés et difficilement intégrables dans la société post-apartheid. ■

Source : web



À PARTIR
DU 17
MAI 2016

**TARIF
UNIQUE
pour TOUS
BAISSE
pour Chacun**

Communiquez en toute **liberté**
vers tous les réseaux nationaux

Leader

"Moi Mon **TARIF**
est **UNIQUE** "

60^F
TTC LA MINUTE



Privilège

"Moi aussi
Mon **TARIF** est **UNIQUE** "

65^F
TTC LA MINUTE



Classique

"Moi aussi
Mon **TARIF** est **UNIQUE** "

80^F
TTC LA MINUTE



Jeunes

"Moi aussi
Mon **TARIF** est **UNIQUE** "

85^F
TTC LA MINUTE



Tarifs vers tous les réseaux nationaux et divisibles par pas de 20 secondes